

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**Nombre de Conseillers****En exercice** : 15**Présents** : 14**Votants** : 14

L'an deux mil dix,
le lundi 7 juin 2010
le Conseil Municipal de la commune de FOUR
dûment convoqué le 1 juin 2010 s'est réuni en session ordinaire à la
Mairie, sous la présidence de Jean PAPADOPULO, Maire.

Présents : Jean PAPADOPULO, Maurice PORCHER, Geneviève QUERENET, Michel GAUTRONNEAU, Serge COMBEROUSSE, Martin DIZIERE, Marie-Claire MENARD, Norbert RAYNAUD, Jean-Louis ROUSSALY, Christophe REVELLIN-PIALET, Frédéric VAURS, Jimmy DELROISE, Cécile PELLET-VERNAY, Éric BOUCHARD.

Absents : Laurent REYMOND**Secrétaire de séance** : Serge COMBEROUSSE**Objet : Révision du Plan d'Occupation des sols, passage en PLU.**

Monsieur le Maire rappelle que la commune de Four est actuellement dotée d'un Plan d'occupation des sols (POS), qui est un document d'urbanisme de référence en ce qui concerne les possibilités d'occupation des sols de notre territoire.

La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) qui fait ressortir la nécessité d'assurer une plus grande cohérence entre les politiques d'urbanisme et les politiques de déplacements dans une perspective de développement durable.

Cette loi a réformée notamment l'ensemble des documents d'urbanismes, en mettant en place des nouveaux instruments de planification sous forme de Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) qui se substituent aux plans d'occupation des sols.

Les objectifs du PLU sont :

- assurer un équilibre et une diversité des fonctions urbaines,
- répondre aux exigences en matière de mixité sociale
- respecter l'environnement

S'inscrivant dans le cadre de la loi SRU, le PLU est un document ayant pour objet de réglementer les conditions de construction et d'aménagement des communes, en les adoptant aux spécificités locales. Il délimite les zones urbaines constructibles immédiatement (U), à urbaniser (AU), naturelles (N) et agricoles (A).

Il définit ce que chaque propriétaire peut ou ne peut pas faire en matière de construction.

Le PLU comporte plusieurs documents :

- 1 Un rapport de présentation comportant 4 points : un diagnostic communal, un état initial du site et de l'environnement, la justification du PLU, l'évaluation des incidences du projet sur l'environnement.
- 2 Un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), document fondamental présentant le projet politique communal.
- 3 Un règlement intégrant les éléments à prendre en compte pour toutes les constructions avec des règles différentes selon les zones, des documents graphiques et des annexes.

Parallèlement, le PADD doit respecter les règles nationales.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- De prescrire la révision du Plan d'occupation des sols (POS) sur l'ensemble de la commune, conformément aux dispositions des articles L.123-13 et L.123-19 du code de l'Urbanisme.
- De soumettre à concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole les étudient pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités suivantes :

* 2 réunions publiques au minimum, un cahier de concertation, affichage en mairie, information dans le bulletin municipal.

- Que le bilan de cette concertation sera présenté devant le Conseil Municipal qui en délibérera,
- De solliciter l'état, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, afin qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et les études nécessaires à la révision du POS,
- De demander conformément à l'article L. 121-7 du Code de l'Urbanisme que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement, en tant que de besoin, à la disposition de la commune.
- De charger Monsieur le Maire de lancer la consultation des bureaux d'études pouvant accompagner la commune dans ce domaine.
- Dit que les crédits destinés au financement de la révision de POS devenant PLU sont inscrits au budget section investissement article 202 opération 26.

Le président du Conseil régional, le président du Conseil général, le président de l'EPCI compétent en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre ainsi que les organismes mentionnés à l'article L.121-4 ou leurs représentants sont consultés à leur demande au cours de l'étude du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Il en est de même des présidents des EPCI voisins compétents et des Maires des communes voisines, ainsi que du président d'EPCI chargé de la révision d'un SCOT.

Si le représentant des organismes mentionnés à l'article L.411-2 du code de la construction et de l'habitation, propriétaire ou gestionnaire de logements situés sur le territoire de la commune en fait la demande, le Maire lui notifiera le projet de PLU, afin de recueillir son avis.

Les services de l'Etat seront associés à l'étude du Plan Local d'Urbanisme à l'initiative du Maire conformément à l'article L.123-7 du Code de l'Urbanisme.

De plus, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et sera insérée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet,
- Aux présidents du Conseil régional et du Conseil général,
- Au Président de l'EPCI chargé du suivi et de la révision de SCOT,
- Au Président de l'EPCI dont dépend la commune.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme, en mairie le 7 juin 2010.
Affiché le 08 juin 2010
Le Maire





Mairie de FOUR

Délibération n° 7D28022011

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers

En exercice : 14

Présents : 12

Votants : 14

L'an deux mil onze,

le lundi 28 Février

le Conseil Municipal de la commune de FOUR

dûment convoqué le 22 Février 2010 s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Jean PAPADOPULO, Maire.

Présents : Jean PAPADOPULO, Maurice PORCHER, Michel GAUTRONNEAU, Serge COMBEROUSSE, Martin DIZIERE, Marie-Claire MENARD, Jean-Louis ROUSSALY, Christophe REVELLIN-PIALET, Frédéric VAURS, Jimmy DELROISE, Cécile PELLET-VERNAY, Laurent REYMOND.

Pouvoirs : Eric BOUCHARD à Michel GAUTRONNEAU ; Norbert RAYNAUD à Martin DIZIERE.

Secrétaire de séance : Serge COMBEROUSSE

OBJET : Révision de Plan d'occupation des sols et passage en PLU

Cette délibération complète la délibération du 7 juin 2010

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 31 mars 1999 approuvant le Plan d'Occupation des Sols,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment des articles L 123-1 et suivants,

Vu l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, en son article 4 relatif à la solidarité et au renouvellement urbain, modifiant le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-1 à L 123-19 portant l'organisation des Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.),

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003, dite loi Urbanisme et Habitat, et notamment son article 27 modifiant le Code de l'urbanisme,

Vu la loi Grenelle 2 du 11 juillet 2010.

Une délibération a déjà été prise le 17 juin 2010 pour mettre le P.O.S. communal en révision et le transformer en P.L.U. Celle-ci donnait les grandes lignes de la volonté communale mais doit être complétée en fonction des nouveaux textes qui sont sortis et avec lesquels il convient de se mettre en conformité.

La commune de Four a décidé d'abandonner le P.O.S. pour passer en P.L.U. car le règlement d'urbanisme en vigueur ne correspond plus aux enjeux ni aux exigences

actuelles, notamment dans les domaines de l'environnement et du développement durable.

Le zonage existant ne pouvait évoluer qu'en tache d'huile et l'étalement des nombreux hameaux, très consommateur d'espace, n'est souvent pas possible par insuffisance de viabilisation sans aménagements disproportionnés eu égard à leur taille.

Un accent particulier sera mis sur la préservation des espaces naturels et agricoles qui constituent une des richesses de la commune.

Cette révision du P.O.S. et sa transformation en P.L.U. permettront :

- De disposer d'un document d'urbanisme qui offre de vrais outils de gestion de l'aménagement et de l'urbanisme communaux, notamment en termes d'orientation, d'aménagement et de programmation.
- De disposer d'un projet d'aménagement et de développement durable (PADD) qui traduira officiellement la volonté communale, en concertation avec la population, d'une meilleure maîtrise de développement de l'urbanisation. Le PADD permettra entre autre, de gérer la pression foncière de plus en plus forte sur notre territoire, la future implantation d'équipements publics, en tenant compte de nos capacités financières

L'élaboration du PLU permettra à la commune d'appréhender les coûts induits par l'urbanisation. Elle imposera également de s'interroger sur le respect des principes du développement durable, repris par le futur SCOT, à savoir, la lutte contre l'étalement urbain, la recherche de formes urbaines plus économiques en énergie, l'amélioration des potentialités de construction sur des terrains, la valorisation des réseaux existants, afin de ne pas compromettre à terme le potentiel de l'extension de l'urbanisation. Certains zonage et dispositions réglementaires du POS doivent être repensés et redéfinis.

Il sera important de prendre en compte l'évolution du régime des participations aux équipements.

Enfin, Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que l'article L300-2-1 a du code de l'urbanisme impose, depuis la promulgation de la loi SRU du décret n°2001-260 relatif aux documents d'urbanisme, que toute révision du POS en vue de sa transformation en PLU fasse l'objet d'une concertation avec les habitants. Celle-ci sera organisée en plus en plus de celles qui doivent avoir lieu avec les organismes institutionnels.

Au moins deux réunions publiques, relayées chacune par le bulletin municipal seront organisées. Des flash info épisodiques pourront venir en complément au besoin.

Parallèlement à chaque réunion publique, c'est-à-dire, pendant la semaine qui précède et aux heures ouvrables de la mairie, des documents et un registre seront mis à disposition du public.

Les élus en charge du dossier seront à la disposition des Fourrois qui le désirent pour leur fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension de la procédure, de ses enjeux et , in fine, de l'organisation du territoire qui en découlera.

Le bilan de cette concertation sera présenté en Conseil Municipal qui délibèrera.

Il sera demandé, conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme, que les services de la direction départementale des territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, la délibération sera notifiée à :

- Monsieur le Préfet
- Monsieur le Président du Conseil Régional
- Monsieur le Président du Conseil général
- Messieurs les présidents de la chambre du commerce et de l'industrie des métiers et de l'agriculture
- Monsieur le Président de la CAPI
- Monsieur le vice Président aux transports
- Messieurs les maires des communes limitrophes (Artas, Chezeneuve, Roche, St Alban de Roche, Vaulx Milieu, Villefontaine).

Et fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois, mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

Monsieur le Maire pourra recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, d'agriculture, d'habitat et de déplacement.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme, en mairie le 01 Mars 2011.
Affiché le 01 Mars 2011

Le Maire

